

Négociations fédérales : Alarmées, les associations de femmes appellent à un Ministère des Droits des Femmes !

À l'heure où se négocient les grands axes de la future politique fédérale, nous, les organisations de femmes, nous lançons un signal d'alarme aux négociateurs-trices : les réformes et les mesures que vous déciderez seront déterminantes pour les droits des femmes, déjà largement mis à mal lors de la précédente législature.

Dans ce contexte persistant d'austérité, nous sommes plus que jamais convaincues de la nécessité et de l'urgence d'un Ministère des Droits des Femmes au niveau fédéral.

À l'occasion des élections du 25 mai dernier, les organisations de femmes se sont mobilisées¹ pour défendre la [création d'un Ministère des Droits des Femmes au niveau fédéral](#).

Au vu des inégalités structurelles dont elles sont victimes sur le marché du travail en particulier comme dans la société en général, les femmes ont été particulièrement affectées par les réformes socioéconomiques du gouvernement sortant.

Est-il encore nécessaire de rappeler les conséquences négatives de la réforme de 2012 instaurant une dégressivité accrue des allocations de chômage sur base du travail ?² Citons également la limitation dans le temps des allocations d'insertion dont les effets ne tarderont pas à se faire sentir.³

Si nous ignorons pour l'instant le contenu définitif de l'accord du futur gouvernement, nous en connaissons toutefois la grande ligne directrice : faire des économies. À quel prix ? Les échos des pistes étudiées par les négociateurs-trices laissent présager que nous assisterons à un nouveau détricotage des droits économiques et sociaux (réforme des pensions, du chômage, etc.).

Un objectif de réduction des dépenses publiques qui affectera triplement les femmes : comme principales bénéficiaires de l'aide sociale mais également comme travailleuses et parce qu'elles « compensent » dès qu'un service n'est plus rendu par la collectivité.

Dans ce contexte d'austérité généralisé et face à ce nouveau risque de recul des droits sociaux, nous rappelons l'urgence de prendre enfin en considération les impacts de toute orientation politique sur les droits des femmes et ce, de manière systématique, à tous les niveaux de pouvoir.

¹ [Les associations des femmes se mobilisent pour un Ministère des Droits des Femmes en Belgique, communiqué de presse du 21.05.2014](#)

² [Une majorité de femmes exclues du chômage en 2015 : la Plate-forme féministe socioéconomique appelle au retrait pur et simple de cette mesure !, communiqué de presse de la Plateforme Féministe Socioéconomique du 14.02.2014](#)

³ Idem

C'est pourquoi les organisations de femmes tiennent à rappeler leur revendication pour la création, au niveau fédéral, d'un Ministère des Droits des Femmes de plein exercice doté de moyens suffisants pour intégrer cet objectif de réduction des inégalités structurelles entre les femmes et les hommes.

Un cahier des charges précisant [les missions et le fonctionnement d'un Ministère des Droits des Femmes](#) a déjà été adressé aux président-e-s de partis ainsi qu'aux co-formateurs.

Nous voulons que ce Ministère soit un lieu d'impulsion et de vigilance concernant les droits des femmes. Doté d'un portefeuille ministériel pérenne au-delà des conjonctures des coalitions et s'appuyant sur une administration forte, ce Ministère veillera à l'effectivité des droits existants, en garantissant leurs accès à toutes les femmes, et à la mise en application réelle de la loi de 2007 sur le gendermainstreaming. Cette attention aux impacts sur la vie des femmes en amont de toute nouvelle réforme structurelle est une priorité pour le maintien des droits de celles qui ont déjà payé un lourd tribut à la crise.

Cela implique de la part de la future Ministre une indispensable conscience des inégalités de genre (conscience des rapports de pouvoir et des inégalités structurelles que vivent les femmes) afin de mener à bien son travail de veille, d'alerte, de coordination et d'interpellation à tous les niveaux de pouvoir.

Nous nous réjouissons de la visibilité et de l'attention portées aux droits des femmes par la création d'un Ministère des Droits des Femmes en Fédération Wallonie-Bruxelles mais de nombreux dossiers qui nous préoccupent relèvent de compétences fédérales.

À la lumière des enjeux pour l'autonomie économique et sociale des femmes, nous exigeons une réponse politique forte et adéquate en concertation avec les organisations de femmes. Nous suivrons d'ailleurs avec beaucoup d'intérêt toutes les décisions arrêtées par ce futur gouvernement lors des prochains mois et nous nous tenons à sa disposition afin que les droits des femmes ne soient pas une nouvelle fois mis à mal !

Contacts

Hafida Bachir - Présidente de Vie Féminine

presidente-nationale@viefeminine.be

Tel. : 0487/ 27. 67. 37

Les signataires de l'appel pour un Ministère des Droits des Femmes au niveau fédéral :

Arab Women's Solidarity Association - Belgium (AWSA), CEFA, le Conseil des femmes francophones de Belgique, Elle Belgique, Les Femmes prévoyantes socialistes, GAMS Belgique, Garance, La Palabre, La Voix des Femmes, Le Monde selon les Femmes, la Maison plurielle, Ni putes ni soumises, Synergie Wallonie pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, Touche pas à ma pote (TPAMP), l'Université des femmes, Vie Féminine.